



CURRICULUM VITAE

NOM & Prénom : CARPENTIER Elise
Titre & Fonction : Professeur des Universités
Institution : Université d'Aix-Marseille
Equipe(s) LM-DP : Equipe France
Fonction(s) au LM-DP : Membre
Courriel de contact : carpentierelise@hotmail.fr

Elise CARPENTIER

Née le 27 juillet 1977, à Deauville (14)

Professeur agrégé de droit public

Coordonnées personnelles :

18 avenue Paul Cézanne
13090 Aix-en-Provence

carpentierelise@hotmail.fr

Adresse professionnelle :

GREDIAUC – EA3786
Faculté de droit
Université d'Aix-Marseille
Espace Poncet
2 avenue Henri Poncet
13100 Aix-en-Provence

FORMATION

1995 : Baccalauréat, série L, mention Bien, Académie de Rouen

1996 : 1^{re} année de DEUG de droit, 1^{ère} session, mention Assez Bien, Université de Caen

1997 : 2nde année de DEUG de droit, 1^{ère} session, mention Assez Bien, Université de Caen

1998 : Licence en droit, 1^{ère} session, mention Assez Bien, Université de Caen

1999 : Maîtrise de droit public, 1ère session, mention Bien (major de promotion), Université de Caen

2000 : DEA de droit public (option droits fondamentaux), mention Bien (major de promotion), Université d'Aix-Marseille III

2004 : Doctorat en droit (mention très honorable, félicitations unanimes du jury, proposition pour un prix de thèse et une publication en l'état). Thèse préparée sous la direction du doyen Louis FAVOREU et du professeur André ROUX, consacrée à *La résolution juridictionnelle des conflits entre organes constitutionnels*, et honorée d'une mention du Centre français de droit comparé, du prix Gaston Jèze (meilleure thèse en droit public) de l'Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III et d'un prix de la Fondation Alexandre Varenne (meilleure thèse en droit constitutionnel).

2010 : Agrégation de droit public.

STATUT

- Allocataire de recherche, Moniteur de l'enseignement supérieur, du 1^{er} octobre 2000 au 30 septembre 2003 (GERJC, Faculté de droit, Université d'Aix-Marseille III).

- ATER (1/2 poste, Faculté de droit, Université d'Aix-Marseille III), du 1^{er} octobre 2003 au 31 août 2005.

- Maître de conférences de droit public (Faculté de droit, Université d'Aix-Marseille III), du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2010.

- Professeur de droit public depuis le 1^{er} septembre 2010 (Faculté de droit, Université du Maine 2010-2013 ; Faculté de droit, Université Jean Moulin – Lyon III, à compter du 1^{er} septembre 2013 ; Faculté de droit, Université d'Aix-Marseille depuis le 1^{er} septembre 2015).

LABORATOIRES DE RATTACHEMENT

Membre du Groupe D'Etudes et de Recherche en Droit Immobilier, de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de la Construction - GREDIAUC (Université d'Aix-Marseille).

Membre associé de l'Institut Louis Favoreu – ILF/GERJC (Université d'Aix-Marseille).

Membre honoraire du groupe de recherches socio-juridiques « Nuevas visiones del derecho » (Universidad Surcolombiana, Neiva, Huila, Colombie).

ENSEIGNEMENT

TRAVAUX DIRIGES (2000-2005)

- Droit constitutionnel (DEUG 1 ; cours de M. le doyen L. Favoreu) : 2000-2002
- Introduction au droit et méthodologie juridique (DEUG 1 ; cours de M. le professeur J. Pini) : 2000-2002
- Droit administratif (DEUG 2 ; cours de M. le professeur J.-M. Pontier) : 2001-2005
- Finances publiques et Fiscalité (DEUG 2 ; cours de M. le professeur G. Orsoni) : 2002-2004
- Contentieux constitutionnel (maîtrise – formation continue ; cours de M. le professeur X. Philippe) : 2002-2004
- Droit de l'urbanisme (licence ; cours de M. le professeur J. Tremeau) : 2003-2005
- Contentieux administratif (master 1, cours de M. le professeur J.-P. Négrin) : 2004-2005
- Droit administratif des biens (licence 3, cours de M. le professeur J. Tremeau) : 2004-2005

COURS MAGISTRAUX (2005-...)

- Droit de l'urbanisme général ou approfondi (master 2 ; licence professionnelle ; journées de formation pour le conseil général ; école de formation des clercs de notaires ; diplôme supérieur du notariat ; diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire ; Licence 3 AES) : 2005-2016
- Contentieux de l'urbanisme (master 2) : 2012-2016
- Droit des acquisitions publiques (L3 et M2) : 2015-2016
- Droit administratif des biens (master 2 ; licence 3, formations continue puis initiale) : 2005-2013 ; 2015-2016
- Valorisation des propriétés publiques (master 2) : 2011-2013
- Droit administratif général (Licence 2 ; Institut d'études politiques 2ème puis 4ème année) : 2007-2016
- Contentieux administratif (licence 3 et Master 2) : 2008-2011
- Conférences d'actualité du droit administratif (Institut de sciences pénales et de criminologie) : 2008-2012 ; 2015-2016
- Introduction au droit comparé : 2013-2015
- Droit constitutionnel (Licence 1 ; Licence 2 AES) : 2011-2012

- Société et vie politique (licence 1, formation continue) : 2005-2006
- Droit public (Centre de préparation à l'administration générale ; Préparation au concours de l'ENM) : 2005-2008 ; 2011
- Grands systèmes d'administration (licence 1) : 2005-2008
- Droit public économique (master 1, formation continue) : 2005-2008

<p>RECHERCHE</p> <p>(PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS ORALES)</p>

<p>OUVRAGES</p>

Droit constitutionnel

- *La résolution juridictionnelle des conflits entre organes constitutionnels*, Paris, LGDJ, 2006.

Droit de l'urbanisme

- *Droit de l'urbanisme*, avec P. Soler-Couteaux, Dalloz, coll. « HyperCours », 2013 puis 2015.

<p>DIRECTION D'OUVRAGE COLLECTIF</p>

- *La question prioritaire de constitutionnalité et l'aménagement du territoire*, Cahier du GRIDAUH, Série droit de l'aménagement, n° 22-2011.

<p>CONTRIBUTIONS A DES REVUES ET MELANGES</p>
--

Droit constitutionnel

- « Mariage des couples de même sexe et Constitution », *AIJC* 2000, vol. XVI, pp. 21-99.
- « La procédure de présentation des candidats à l'élection présidentielle : le paradoxe de la démocratie », *RFDC* 2002, n° 51, pp. 619-628.
- « Les limites du pouvoir de sanction de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Note sous CAA Douai, 9 avril 2003, ANAH) », *AJDA* 2003, n° 33, pp. 1776- 1778.
- « Le juge d'instruction face au secret de la défense nationale », *GP* 2004, n° 32-34, p. 6.
- « L'organe, l'acte et le conflit constitutionnels », *AIJC* 2004, vol. XX, pp. 57-91.

- « Chronique de jurisprudence constitutionnelle (décisions rendues en 2004) » (en collaboration avec H. Alcaraz, E. Bruce, M. Fatin-Rouge, L. Gay, G. Schmitter et C. Severino), *AJJC* 2004, vol. XX, pp. 649-702.

- « La résolution juridictionnelle des conflits entre organes constitutionnels : principaux apports d'une étude comparée », *RIDC* 2007, n° 4, pp. 805-832 ; également publié en espagnol à la revue péruvienne *Justicia constitucional – Revista de Jurisprudencia y doctrina*, 2007-2008, n° 7, pp. 139-162.

- « Petit pas supplémentaire dans la constitutionnalisation du droit de l'urbanisme (Note sous CC, décision n° 2007-548 DC, du 22 février 2007, Loi relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La défense) » (en collaboration avec J. Tremeau), *BJDU* 2007, n° 2, pp. 99-102.

- « La utilización de la jurisprudencia constitucional extranjera por el Consejo constitucional francés », *Memoria del X Congreso iberoamericano de derecho constitucional*, Lima, 2009, pp. 475-487 et *Estudios constitucionales (del CECOCH)* 2009, n° 2, pp. 129-142.

- « Histoire et actualité constitutionnelles françaises – Grands problèmes de droit constitutionnel français de 1789 à nos jours », *Piélagus – Revista jurídica de la Universidad Surcolombiana (Neiva - Colombie)*, n° 8, 2009, pp. 7-45 ; également publié en portugais : « Historia e atualidade constitucional francesa - Resumo de alguns dos grandes problemas de direito constitucional francês desde 1789 até os dias de hoje », *Cuadernos de soluções constitucionais (Brésil)*, 2012, n° 4, pp. 84-147.

- « La QPC sur la cession gratuite de terrain, ou la suite du dialogue de sourds entre les Hautes juridictions françaises (Note sous la décision n° 2010-33 QPC du 22 septembre 2010, *Société Esso SAF*) », *Dalloz* 2011, pp. 136-140 et *RFDC* 2011, n° 85, pp. 137-144.

- « La QPC et le droit de l'urbanisme : des questions en suspens », in E. Carpentier (dir.), *La question prioritaire de constitutionnalité et l'aménagement du territoire*, Cahier du GRIDAUH, Série droit de l'aménagement, n° 22-2011, pp. 31-47.

Contentieux constitutionnel et administratif

- « L'"acte de gouvernement" n'est pas insaisissable », *RFDA* 2006, n° 4, pp. 661-677. - « La confrontation de la loi à la Constitution par le juge ordinaire. Qu'en pensez-vous ? » (en collaboration avec J. Tremeau), *Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 553-579.

- « L'intérêt à agir du Parlement et des parlementaires devant le Conseil d'Etat (Tribune) », *AJDA* 2008, n° 15, p. 777.

- « Le juge administratif et la Charte constitutionnelle de l'environnement (à propos de l'arrêt : CE, Ass., 3 octobre 2008, *Commune d'Annecy*) », *RDP* 2009, n° 2, pp. 450-480.

- « Le principe constitutionnel de précaution, les antennes-relais et le juge administratif (note sous CE, 19 juillet 2010, *Association du quartier « Les hauts de Choiseul »*), *Constitutions* 2010, pp. 611-617.
- « El estatuto del Consejo constitucional francés », in H. Fix-Zamudio y C. Castillo (coord.), *El status jurídico del juez constitucional en América Latina y Europa*, Mexico, IIJ-UNAM, 2012, pp. 755-790.
- « Présentation de la note de Maurice HAURIUO sous Conseil d'Etat, 29 mars 1901, Casanova, Canazzi et autres », in M. Touzeil-Divina (dir.), *Miscellanées Maurice Hauriou*, Editions l'Épilogue – Lextenso, 2013, pp. 219-221.
- « L'application de la Charte constitutionnelle de l'environnement par le juge administratif. Les nouvelles orientations de la jurisprudence (à propos de l'arrêt CE, ass., 12 juillet 2013, Fédération nationale de la pêche en France) », *Long cours – Mélanges en l'honneur de Pierre Bon*, Dalloz, 2014, pp. 723-739.
- « Permanence et unité de la notion d'acte de gouvernement », *AJDA* 2015 (dossier spécial « Actualité de l'acte administratif unilatéral »), n° 14, pp. 799-805.
- « Le Tribunal des conflits, la récusation et l'acte de gouvernement », *AJDA* 2016, n° 5, pp. 265-269.

Droit de l'urbanisme

- « Nouvelle étape dans la « conventionnalisation » du droit de l'urbanisme : le cas des réserves foncières (à propos de l'arrêt : CEDH, 2 juillet 2002, *Motais de Narbonne c. France*) », *BJDU* 2002, n° 6, pp. 410-416.
- « Les conséquences de l'illégalité des préemptions (à propos de l'arrêt : CE, sect., 26 février 2003, *M. et Mme Bour et autres c. Commune de Clairefontaine-en-Yvelines*) », *BJCL* 2003, n° 10, pp. 710-718.
- « Les suites de l'affaire *Bour* : la réparation du préjudice (note sous CAA Paris, 3 février 2004, *M. et Mme Bour c. Commune de Clairefontaine-en-Yvelines*) », *AJDA* 2004, n° 29, pp. 1605-1608.
- « Transfert de permis de construire et taxe locale d'équipement (note sous CE, 15 juillet 2004, *Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement c. Sté Norminter*) », *Legilocal* 2005, n° 34, pp. 14-16.
- « Motivation des décisions de préemption et conséquences des annulations : questions anciennes, nouvelles réponses ? Réflexions à partir d'une réunion de travail consacrée au droit de préemption », *BJDU* 2006, n° 4, pp. 238-245.

- « Construction sans permis ou avec un permis suspendu : quelle différence au regard du droit pénal de l'urbanisme ? (Note sous CEDH, 10 octobre 2006, *Pessino c. France*) » (en collaboration avec J. Tremeau), *AJDA* 2007, n° 23, pp. 1257-1260.
- « Premier décret annulé sur le fondement de la Charte de l'environnement : le « décret de méthode » pour l' « abrogation partielle » de la loi littoral (note sous CE, Ass., 3 octobre 2008, *Commune d'Annecy*) », *BJDU* 2008, n° 4, pp. 244-251.
- « Quel est le « juste prix » de la rétrocession à l'acquéreur évincé d'un bien illégalement préempté ? (note sous CE, sect., 31 décembre 2008, *Pereira Dos Santos Maia*) », *AJDA* 2009, n° 17, pp. 946-949.
- « L'urbanisme au service du logement, mais pas seulement... (Commentaire des dispositions relatives à l'urbanisme de la Loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, du 25 mars 2009, dite « loi Boutin ») », *BJDU* 2009, n° 2, pp. 92-103.
- « Qui peut agir contre une décision de préemption ? (obs. sous CE, 1^{er} juillet 2009, *Association La Fourmi vouvrillonne*) », *BJDU* 2009, n° 4, pp. 303-304.
- Chronique « Autorisations d'occupation du sol », (en collaboration avec J.-P. Ferrand, P. Ibanez, J. Tremeau et F. Zitouni) », *DAUH* 2009, pp. 571-614.
- Chronique « Autorisations d'occupation du sol », (en collaboration avec P. Ibanez, J. Tremeau et F. Zitouni) », *DAUH* 2010, pp. 397-430.
- « Les objectifs assignés aux documents d'urbanisme après la loi « Grenelle 2 » », *RDI* 2011, n° 2, pp. 68-73.
- « Les apports de la loi « Grenelle 2 » aux droits de la construction et de la copropriété », *Géomètre* 2011, n° 2079, mars 2011, pp. 42-44.
- « Les apports du « Grenelle 2 » au droit de l'urbanisme », *Droit et patrimoine* n° 210, janvier 2012, pp. 59-70.
- « Le simple détachement de parcelle est-il constitutif d'un lotissement ? », *Géomètre* 2011, n° 2083, juillet 2011, pp. 52-53.
- « Droit de l'urbanisme », in M. Touzeil-Divina (dir.), *Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques*, LGDJ, 2011, p. 93.
- « L'hébergement léger de loisirs », *JC Collectivités territoriales*, 2010, fascicule 1316.
- « Jurisprudence Thalamy : rappel, précisions et tempérament (note sous CE, 3 mai 2011, *Mme Chantal Gisèle Ely*) », *AJDA* 2011, pp. 1799-1804.
- « La définition du lotissement - Version 1.3.12 », *JCP-N* 16 mars 2012, n° 11, étude n° 1128.

- « Actualité du contentieux des décisions de préemption prises au titre du droit de préemption urbain (principaux apports de la jurisprudence 2011 – mai 2012) », *Droit et patrimoine* n° 219, novembre 2012, pp. 62-71.
- « Antennes relais et principe de précaution : la vigilance des maires sous le contrôle du juge administratif (à propos de CE, 30 janvier 2012, *Société Orange France*) », *BJCL* 2012, n° 5, pp. 354-361.
- « Actualité du contentieux des décisions de préemption », *BJDU* 2012, n° 3, pp. 178-188.
- « Le contrôle urbanistique des divisions foncières et le nouveau lotissement » (en collaboration avec J. Tremeau), *RFDA* 2012, pp. 876-882.
- « Les apports de la loi « Grenelle 2 » et de ses décrets d'application au droit de l'urbanisme », in S. Dupouy (dir.), *Jalons pour une économie verte*, PUAM 2012, pp. 79-99.
- « Le droit de l'urbanisme à l'aune de la question prioritaire de constitutionnalité » (en collaboration avec J. Tremeau), *Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Bergel*, Bruylant, 2013, pp. 597-612.
- « Conditions de la légalité de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (note sous CE, 17 avril 2013, *Commune de Ramatuelle*, n° 348311) », *AJDA* 2013, n° 33, pp. 1931-1935.
- « La pollution de l'immeuble doit-elle être mentionnée dans la déclaration d'intention d'aliéner ? (obs. sous Cass. Civ. 3ème, 7 novembre 2012, *Commune d'Amiens*, n° 11-22.907) », *BJDU* 2013, n° 1, p. 56.
- « La loi « ALUR » et les droits de préemption publics », *RDI* 2014, n° 5, pp. 240-251.
- « La nouvelle « ALUR » des droits de préemption publics », *BJDU* 2014, n° 3, pp. 167- 178.
- « Le droit de l'urbanisme et la sécurité juridique », in V. Legrand (dir.), *Quel droit pour un urbanisme durable ?*, Actes du colloque organisé le 15 novembre 2012 par les facultés de droit et de géographie de l'Université de Caen, Mare & Martin, coll. « Droit public », 2014, pp. 19-41.
- « Le droit de préemption urbain peut-il être exercé sur un bien faisant l'objet d'une rétrocession en application de l'article L. 12-6 du code de l'expropriation ? (obs. sous CAA Marseille, 18 avril 2014, *Gondinet*, n° 13MA01510) », *BJDU* 2014, n° 5, pp. 388-390.
- « Que reste-t-il du recours pour excès de pouvoir en matière d'autorisations d'urbanisme ? », *RDP* 2015, n° 3, pp. 605-620.
- « Les évolutions récentes du recours pour excès de pouvoir en matière d'autorisations d'urbanisme », *Droit et ville*, juillet 2015, n° 79 (à paraître).

- « La loi ALUR et le droit de l'urbanisme, un an après... », *Defrénois* 30 mai 2015, n° 10, pp. 535-541.
- « Le décret du 27 avril 2015 pris pour l'application de la loi ALUR et relatif aux autorisations d'urbanisme », *BJDU* 2015, n° 5, pp. 303-309.
- « La refonte du code de l'urbanisme (commentaire de l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme) », *BJDU* 2016, n° 1, pp. 5-8.
- « Le règlement du PLU « alurisé » (commentaire du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme), *BJDU* 2016, n° 3, pp. 175-184.
- « L'actualité du droit de préemption urbain (2015) », site internet du GRIDAUH, à l'adresse suivante : <http://www.gridauh.fr/comptes-rendus-de-travaux/colloques/journeedetudes-actualite-2015-du-droit-de-lurbanisme/>, pp. 1-19.
- « Quoi de neuf en matière de droit de préemption urbain ? », *Droit et Patrimoine*, Octobre 2016, n° 262, pp. 47-50.
- « Opération complexe et préemption. Retour sur une question délicate et controversée », *BJDU* 2016, n° 5, pp. 327-335.
- « La sanction de la règle d'urbanisme (réflexion sur l'ineffectivité institutionnalisée du droit de l'urbanisme) », *RFDA* 5/2016, pp. 877-881.
- « Droit de préemption urbain. Les conditions de la vente sont-elles opposables à l'administration ? », *BJDU* 2/2017, pp. 73-75.
- « La cristallisation des droits de construire en permis d'aménager : une garantie supprimée ? », *JCP-N* 2017 n° 12, 24 Mars 2017, étude n° 1137.
- « Cristallisation du droit en lotissement : une réponse attendue... », *JCP-N* n° 16, 21 Avril 2017, act. 463.
- « La cristallisation des droits de construire en permis d'aménager retrouvée », *BJDU* 2017, n° 3, pp. 147-150.
- Note sous CE, Sect., 5 mai 2017, *Commune de Saint-Bon-Tarentaise*, n° 388902, *rec.*, *RFDA* 2017, n° 4, pp. 790-797.
- Chapitres de l'Encyclopédie Dalloz relatif aux autorisations d'urbanisme, à paraître.

- Participation régulière, sous la direction de Jean-Louis Bergel et L. Tranchant, à la revue *L'essentiel – Droit de l'immobilier et urbanisme (LEDIU)*, Lextenso (rubrique Urbanisme).

- « « Report » de la possibilité de choisir entre les lois « Littoral » et « Montagne » (comm. de CE, 3 octobre 2008, req. n° 297931), *LEDIU* 11/2008, p. 7 ;
- « L'absence de mention de l'obligation de notification du recours dans l'affichage du permis n'empêche pas le déclenchement du délai de recours (comm. de CE, avis, 19 octobre 2008, Société Sahelac, n° 317279) », *LEDIU* 1/2009, p. 3 ;
- « Les prescriptions d'un plan de prévention des risques sont opposables aux demandes de permis de reconstruire un bâtiment détruit par sinistre (comm. De CE, 17 décembre 2008, Falcoz, req. n° 305409) », *LEDIU* 2/2009, p. 3 ;
- « Comment déterminer le « juste prix » de « rétrocession » à l'acquéreur évincé d'un bien illégalement préempté ? (comm. de CE, 31 décembre 2008, Pereira Dos Santos Maia, req. n° 293853) », *LEDIU* 3/2009, p. 7 ;
- « L'urbanisme et la relance de l'économie (comm. de la Loi n° 2009-179 du 17 février 2009, pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés, JO du 18 février 2009, p. 2841) », *LEDIU* 4/2009, p. 7 ;
- « La modification du contenu du règlement du PLU par la loi Boutin (comm. de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009, art. 36, JO du 27 mars 2009, p. 5408) », *LEDIU* 6/2009, p. 3 ;
- « Une exception supplémentaire au principe de constructibilité limitée (comm. de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009, art. 36, JO du 27 mars 2009, p. 5408) », *LEDIU* 6/2009, p. 4 ;
- « L'urbanisme dérogatoire au service de la densification dans la loi Boutin (comm. de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009, art. 40, JO du 27 mars 2009, p. 5408) », *LEDIU* 6/2009, p. 4 ;
- « Double extension du droit de préemption dans la loi Boutin (comm. de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009, art. 34 et 39, JO du 27 mars 2009, p. 5408) », *LEDIU* 6/2009, p. 3 ;
- « Du nouveau sur l'intérêt à agir contre une décision de préemption (comm. de CE, 1^{er} juillet 2009, Association « La Fourmi vouvrillonne » et M. F., req. n° 319238) », *LEDIU* 8/2009, p. 7 ;
- « Conséquences du caractère incomplet ou erroné de la DIA sur le délai de préemption » (comm. de CE, 24 juillet 2009, Sté Finadev, req. n° 316158) », *LEDIU* 9/2009, p. 5 ;
- « Un maire ayant renoncé à préempter ne peut ultérieurement revenir sur sa décision (comm. de CE, 12 novembre 2009, Sté Comilux, req. n° 327451) », *LEDIU* 10/2009, p. 5 ;
- « Quel sort réserver à une autorisation d'occupation du sol accordée sur le fondement d'un document d'urbanisme par la suite annulé ? (CE, 16 novembre 2009, SARL Les résidences de Cavalière, req. n° 308623) », *LEDIU* 1/2010, p. 5 ;
- « Le nouveau régime de l'implantation des panneaux photovoltaïques (comm. du décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009, JO du 20 novembre 2009, p. 20004) », *LEDIU* 2/2010, p. 4 ;
- « Prorogation du délai de validité des autorisations d'occupation du sol et taxes d'urbanisme (comm. de Rép. min. n° 45838, JOAN Q du 5 janvier 2010, p. 177) », *LEDIU* 3/2010, p. 2 ;

- « Le certificat d'urbanisme ne garantit pas la décharge des taxes et participations d'urbanisme qu'il a omis de mentionner (comm. de CE, 22 janvier 2010, Cne de La Foye-Monjault, req. n° 312425) », *LEDIU* 3/2010, p. 2 ;
- « Les limites de la jurisprudence Gepro - Commune de Courbevoie - SARL Les résidences de Cavalière (comm. de CE, 30 décembre 2009, Cne du Cagnet des Maures, req. n° 319942) », *LEDIU* 3/2010, p. 3 ;
- « Sauf urgence ou circonstances exceptionnelles, un arrêté interruptif de travaux doit être précédé d'une procédure contradictoire (comm. de CE, 10 mars 2010, M. et Mme Thevenet, req. n° 324076) », *LEDIU* 5/2010, p. 5 ;
- « Précisions supplémentaires sur les conséquences indemnitaires de l'annulation d'une décision de préemption (comm. de CE, 10 mars 2010, Société civile immobilière GMF, req. n° 323543) », *LEDIU* 5/2010, p. 5 ;
- « De la constructibilité des zones agricoles du PLU (comm. de CE, 31 mars 2010, n° 313762, Commune de de Châteauneuf-du-Rhône) », *LEDIU* 6/2010, p. 4 ;
- « À quelles conditions le projet de PLU peut-il être modifié après l'enquête publique ? (comm. de CE, 12 mars 2010, n° 312108, Lille métropole communauté urbaine », *LEDIU* 6/2010, p. 4 ;
- « Les orientations d'aménagement du PLU ne sont par elles-mêmes pas opposables (comm. de CE, 26 mai 2010, n° 320780, M. Manuel Dos Santos c. Commune de Saint-Avé) », *LEDIU* 7/2010, p. 7 ;
- « Incertitude supplémentaire quant à la définition du lotissement (comm. de Rép. min. n° 07503 : JO Sénat Q., 6 mai 2010, p. 1158) », *LEDIU* 7/2010, p. 6 ;
- « Comment les règles d'implantation peuvent-elles être exprimées dans le règlement ? (comm. de CE, 18 juin 2010, n° 326708, Ville de Paris) », *LEDIU* 8/2010, p. 6 ;
- « Les principaux apports de la loi Grenelle 2 au droit de l'urbanisme (comm. de la loi n° 2010-788, 12 juill. 2010, dite loi Grenelle 2 : JO 13 juill. 2010) », *LEDIU* 9/2010, p. 1 ;
- « La cession gratuite de terrain est inconstitutionnelle (comm. de Cons. const., 22 sept. 2010, n° 2010-33 QPC, Sté Esso SAF) », *LEDIU* 10/2010, p. 6 ;
- « Le refus de raccordement aux réseaux d'une construction constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée (comm. de CE, 15 déc. 2010, n° 323250, Mme Sandra A.) », *LEDIU* 3/2011, p. 4 ;
- « La jurisprudence *Thalamy* précisée et assouplie (comm. de CE, 3 mai 2011, n° 320545, Mme Ely) », *LEDIU* 7/2011, p. 1 ;
- « Déblocage des projets immobiliers en Île-de-France (comm. de la loi n° 2011-665, 15 juin 2011, visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France : JO 16 juin 2011, p. 10181) », *LEDIU* 8/2011, p. 2 ;
- « La nouvelle surface de plancher, une simplification ? (comm. de l'Ord. n° 2011-1539, 16 nov. 2011 et D. n° 2011-2054, 29 déc. 2011) », *LEDIU* 2/2012, p. 1 ;
- « La jurisprudence *Bretim* ne s'applique pas au retrait des autorisations d'urbanisme (comm. de CE, 13 févr. 2012, n° 351617, Assoc. SPA de Vannes) », *LEDIU* 4/2012, p. 2 ;

- « Appréciation de l'existence d'un changement de destination : le fait ne prime pas le droit, en principe... (comm. de CE, 12 mars 2012, n° 336263, Cne de Ramatuelle) », *LEDIU*, 5/2012, p. 2 ;
- « Évaluation environnementale : la France corrige sa copie (comm. du décret n° 2012-616, 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement : JO 4 mai 2012, p. 7884) », *LEDIU* 6/2012, p. 1 ;
- « Renforcement du contrôle de la motivation des décisions de préemption (comm. de CE, 6 juin 2012, n° 342328, Sté RD machines outils, Lebon à paraître) », *LEDIU* 8/2012, p. 4 ;
- « Exercice du droit de préemption urbain : attention à l'état du sol ! (comm. de Cass. 3^e civ., 7 nov. 2012, n° 11-22907) », *LEDIU* 1/2013, p. 2 ;
- « L'offre d'acquérir à un prix très insuffisant est sans incidence sur la légalité de la décision de préemption (comm. de CE, 7 janv. 2013, n° 357230, Cne de Montreuil, Lebon) », *LEDIU* 3/2013, p. 5 ;
- « Déclaration d'utilité publique et principe de précaution (comm. de CE, 12 avr. 2013, n° 342409, Assoc. coordination interrégionale stop THT et autres, Lebon) », *LEDIU* 6/2013, p. 1 ;
- « Article L. 123-6 du Code de l'urbanisme : le singulier n'exclut pas la pluralité (CE, 17 avr. 2013, n° 348311, Cne de Ramatuelle, Lebon) », *LEDIU* 7/2013, p. 3 ;
- « Allègement du contrôle administratif de la qualité pour demander un permis sur un mur mitoyen (comm. de CE, 13 déc. 2013, n° 356097, Lebon) », *LEDIU* 2/2014, p. 3 ;
- « Comment déclencher le délai d'un an prévu à l'article R. 600-3 du Code de l'urbanisme ? (CE, 6 déc. 2013, n° 358843, Lebon) », *LEDIU* 2/2014, p. 3 ;
- « L'article L. 442-14 du Code de l'urbanisme n'offre aucune protection en cas d'annulation du PLU (comm. de Rép. min. n° 463, Doligé : JO Sénat Q 24 juill. 2014, p. 1764) », *LEDIU* 9/2014, p. 2 ;
- « DPU : le droit de visite et le droit à la communication de documents sont entrés en vigueur (comm. des décrets n° 2014-1572, 22 déc. 2014 : JO 24 déc. 2014, p. 22174 et n° 2014-1573, 22 déc. 2014 : JO 24 déc. 2014, p. 22175) », *LEDIU* 2/2015, p. 2 ;
- « Travaux sur construction irrégulière : vade-mecum (comm. de CE, 16 mars 2015, n° 369553, Cne de Saint-Gervais-les-Bains, Lebon) », *LEDIU* 5/2015, p. 2 ;
- « Prorogation des autorisations d'urbanisme (comm. de CE, 15 avr. 2015, n° 371309, Cne Perros-Guirec, Lebon) », *LEDIU* 6/2015, p. 3 ;
- « Application globalisée des règles d'urbanisme (comm. de CE, 9 avr. 2015, n° 372011, Cne Tassin-la-Demi-Lune) », *LEDIU* 6/2015, p. 3 ;
- « Que peut faire l'administration qui a renoncé à préempter sur la base d'une DIA erronée ? (comm. de CE, 27 juill. 2015, n° 374646, Cne Gennevilliers, Lebon), *LEDIU*, 10/2015, p. 2 ;
- « La renumérotation du Code de l'urbanisme est en marche... (comm. de l'Ord. n° 2015-1174, 23 sept. 2015 : JO 24 sept. 2015, p. 16803) », *LEDIU* 10/2015, p. 1 ;
- « La réalisation de logements sociaux est, par nature, un motif licite de préemption (comm. de CE, 2 nov. 2015, n° 374957, Cne Choisy-le-Roi, Lebon) », *LEDIU* 1/2016, p. 2 ;

- « La rénovation du règlement du PLU (comm. du décret n° 2015-1783, 28 déc. 2015 : JO 29 déc. 2015, p. 24530) », *LEDIU* 2/2016, p. 1 ;
- « Allongement du délai de validité des autorisations d'urbanisme (comm. du décret n° 2016-6, 5 janv. 2016 : JO 6 janv. 2016) », *LEDIU* 3/2016, p. 2 ;
- « Retrait des autorisations d'urbanisme et procédure contradictoire (comm. de CE, 30 déc. 2015, n° 383264, Sté Polycorn, Lebon) », *LEDIU* 3/2016, p. 3 ;
- « Présomption d'intérêt à agir du voisin immédiat contre une autorisation d'urbanisme (comm. de CE, 13 avr. 2016, n° 389798, Lebon) », *LEDIU* 6/2016, p. 4 ;
- « Conséquences de l'annulation d'un sursis à statuer (comm. de CE, 9 mars 2016, n° 383060, Cne Beaulieu, Lebon) », *LEDIU* 5/2016, p. 4 ;
- « Le permis de construire provisoire (comm. de CE Sect., 7 octobre 2016, Commune de Bordeaux, n° 395211, Publié au recueil Lebon) », *LEDIU* 2/2017, p. 6 ;
- « Précisions sur le permis modificatif de régularisation de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme (comm. de CE 22 février 2017, Mme C. et autres c. Cne Baie-Mahaut et SCI Kefras, n° 392998, Lebon) », *LEDIU* 4/2017, p. 7.
- « La démolition des constructions irrégulières et l'article 8 de la CEDH (comm. de Cass. Crim., 31 janvier 2017, n° 16-82945, Bulletin) », *LEDIU* 4/2017, p. 7.
- « Cristallisation des droits de construire en lotissement : la fin des incertitudes (ou presque) (comm. de Rép. Min. n° 50415, JO AN 21 mars 2017, p. 2393 et n° 98931, JO AN 4 avril 2017, p. 2797) », *LEDIU* 5/2017, p. 1.
- « Loi Littoral, PLU et autorisations d'urbanisme : quels rapports ? (comm. de CE, Sect. 31 mars 2017, SARL Savoie Lac investissements, n° 392186, Publié au recueil Lebon et M. et Mme Beauvais, n° 396938) », *LEDIU* 6/2017, p. 7.
- « Précisions sur la cristallisation des droits de construire en lotissement (comm. de CE, 19 juillet 2017, M. et Mme J.-D., n° 396775, rec. T.), *LEDIU* 9/2017, à paraître.
- « Les conditions d'indemnisation du refus illégal d'autorisation de lotir (comm. de CE, 12 juillet 2017, SARL Negocimmo, n°394941, Lebon) », *LEDIU* 9/2017, à paraître.

- « Chronique(s) de jurisprudence commentée – Droit de l'urbanisme », chronique semestrielle au BJDU depuis 2005 :

- 1^{er} semestre 2004, *BJDU* 2005, n° 1, pp. 56-72 ;
- 2nd semestre 2004, *BJDU* 2005, n° 5, pp. 380-391 ;
- 1^{er} semestre 2005, *BJDU* 2006, n° 1, pp. 64-79 ;
- 2nd semestre 2005, *BJDU* 2006, n° 5, pp. 387-399 ;
- 1^{er} semestre 2006, *BJDU* 2006, n° 6, pp. 483-495 ;
- 2nd semestre 2006, *BJDU* 2007, n° 4, pp. 303-318 ;
- 1^{er} semestre 2007, *BJDU* 2007, n° 6, pp. 471-482 ;
- 2nd semestre 2007, *BJDU* 2008, n° 4, pp. 289-302 ;
- 1^{er} semestre 2008, *BJDU* 2009, n° 1, pp. 67-78 ;
- 2nd semestre 2008, *BJDU* 2009, n° 4, pp. 325-335 ;
- 1^{er} semestre 2009, *BJDU* 2010, n° 1, pp. 70-79 ;
- 2nd semestre 2009, *BJDU* 2010, n° 4, pp. 315-329 ;
- 1^{er} semestre 2010, *BJDU* 2011, n° 1, pp. 66-78 ;
- 2nd semestre 2010, *BJDU* 2011, n° 4, pp. 314-327 ;

- 1^{er} semestre 2011, *BJDU* 2012, n° 1, pp. 69-83 ;
- 2nd semestre 2011, *BJDU* 2012, n° 4, pp. 319-330 ;
- 1^{er} semestre 2012, *BJDU* 2013, n° 2, pp. 143-156 ;
- 2nd semestre 2012, *BJDU* 2013, n° 5, pp. 392-402 ;
- 1^{er} semestre 2013, *BJDU* 2014, n° 2, pp. 143-153 ;
- 2nd semestre 2013, *BJDU* 2014, n° 5, pp. 402-414 ;
- 1^{er} semestre 2014, *BJDU* 2015, n° 2, pp. 134-146 ;
- 2nd semestre 2014, *BJDU* 2015, n° 5, pp. 375-381 ;
- 1^{er} semestre 2015, *BJDU* 2016, n° 2, pp. 148-158 ;
- 2nd semestre 2015, *BJDU* 2016, n° 6, pp. 451-463 ;
- 1^{er} semestre 2016, *BJDU* 2017, n° 4, à paraître...

Droit administratif des biens

- « Le commissaire enquêteur doit examiner toutes les observations du public (note sous CAA Lyon, 8 juillet 2004, *Commune de Polliat*) », *AJDA* 2005, n° 10, pp. 555-557.
- « Quelle(s) fonction(s) l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique remplit-elle ? (note sous CE, 13 janvier 2006, *Commune de Polliat*) », *JCP-A* du 3 juillet 2006, n° 27, pp. 933-936.
- « L'expropriation est-elle une prérogative subsidiaire ? (note sous CE, 26 juillet 2006, *Min. de l'Équipement*) », *JCP-A* du 26 février 2007, n° 9, pp. 41-44.
- « Querelle autour du Stade Jean Bouin - Litige autour de la dévolution de la gestion d'un équipement sportif situé sur le domaine public (note sous TA Paris, 31 mars 2009, *Société Paris Tennis*) », *RLCT* juillet 2009, n° 48, pp. 61-63 et *CDS* 2009, n° 16, pp. 59-64.
- « Expropriation et précaution (obs. sous CE, Ass., 12 avril 2013, *Association coordination interrégionale stop THT*) », *BJCL* 6/2013, pp. 432-437 ; commentaire paru également sous l'intitulé « Principe constitutionnel de précaution et expropriation : Mode d'emploi par l'administration et modalités de contrôle par le juge », *Constitutions* n° 2, 2013, pp. 261-269.

COMMUNICATIONS ORALES

Droit et contentieux constitutionnels

- « La présentation des candidats à l'élection présidentielle », communication au V^e Congrès français de droit constitutionnel, Faculté de droit de Toulouse, 6-8 juin 2002.
- « Pour l'introduction en France d'une procédure de résolution juridictionnelle des conflits entre organes constitutionnels », communication au VI^e Congrès français de droit constitutionnel, Faculté de droit de Montpellier, 9-11 juin 2005.

- « Les mécanismes constitutionnels utiles à la résolution des conflits issus de la division horizontale du pouvoir dans l'Etat », communication au VII^e Congrès international de droit constitutionnel, Palais Zappeion Megaron d'Athènes, 11-15 juin 2007.
- « La utilización de la jurisprudencia constitucional extranjera por el Consejo constitucional francés », Communication au X^{ème} Congrès iberaméricain de droit constitutionnel, Lima – Pérou, 16-19 septembre 2009.
- « Historia y actualidad constitucional francesa - Grandes problemas del Derecho Constitucional Francés desde 1789 hasta nuestros días », Conférence donnée aux étudiants de Licence 1, Université de Valladolid, Espagne, 16 décembre 2009.
- « Las principales modalidades de resolución de los conflictos entre órganos constitucionales en Europa (Francia, Alemania, Italia, España) », communication au IV^{ème} Colloque sud-colombien de droit constitutionnel, Neiva, Huila – Colombie, 26-27 août 2010.
- « Las experiencias francesas de gobierno dividido », Communication au Congrès international de droit constitutionnel « Las Instituciones Republicanas y Democráticas a 200 años de la Gesta de Mayo », San Luis – Argentine, 11-13 novembre 2010.
- Conférences en espagnol sur la protection des droits fondamentaux en France, Pontificia Universidade Católica de São Paulo – Brésil, 24-25 novembre 2010 et 11-12 septembre 2012.
- Conférence sur les droits de la femme dans la société multiculturelle française, Séminaire d'été organisé par l'Université internationale d'Andalousie, Tanger – Maroc, 4-8 juillet 2011.
- « Justicia constitucional y Estado de derecho en Francia », Communication lors de la Conférence internationale de droit constitutionnel organisée par la Cour suprême de Justice du Salvador sur l'Etat constitutionnel de droit, San Salvador – Salvador, 5-7 décembre 2011.
- « Louis Favoreu, directeur de thèse », intervention lors du colloque organisé en Hommage à Louis Favoreu, Pau, vendredi 22 mai 2015.

Droit et contentieux administratifs

- « Le commissaire du gouvernement dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », communication lors des Quatrièmes rencontres de droit et de procédure administrative organisées par le Barreau de Marseille, Maison de l'avocat de Marseille, 24 novembre 2006.
- « La modulation dans le temps des effets des revirements de jurisprudence », communication lors des Troisièmes rencontres entre le Conseil d'Etat et la Faculté de droit de Montpellier, Faculté de droit de Montpellier, 13 octobre 2007.
- « L'application de la Charte de l'environnement par le juge administratif », communication lors d'une journée de rencontre entre le Conseil d'Etat et la Faculté de droit de l'Université d'Aix-Marseille III, Aix-en-Provence, 4 octobre 2008.

- « L'abrogation implicite des lois par la Constitution », communication lors d'une journée de rencontre entre le Conseil d'Etat et la Faculté de droit de l'Université d'Aix-Marseille III, Aix-en-Provence, 21 novembre 2009.

- « Antennes relais et principe de précaution : la vigilance des maires sous le contrôle du juge administratif », Communication lors d'une Conférence Levasseur organisée à l'Université du Maine, Le Mans, 7 décembre 2012.

Droit de l'urbanisme

- « Les apports du « Grenelle 2 » aux droits de l'urbanisme et de la construction », Exposé introductif à une table ronde organisée lors du Colloque « Que change le « Grenelle 2 » ? Les apports juridiques de la loi portant Engagement national pour l'environnement », coorganisé par le Conseil d'Etat et le Ministère chargé de l'Ecologie, Ecole Nationale d'Administration, Paris, 1^{er} octobre 2010.

- « QPC et droit de l'urbanisme : des questions en suspens », Intervention lors du colloque consacré à « La question prioritaire de constitutionnalité et l'aménagement du territoire », Université du Maine, Le Mans, 1^{er} avril 2011.

- « Les documents d'urbanisme après la loi « Grenelle 2 » », Intervention lors des Entretiens de droit immobilier, organisés par le GREDIAUC, Faculté de droit de l'Université Paul Cézanne, 21 mai 2011.

- « Actualité du contentieux des droits de préemption publics », Intervention lors des Entretiens de droit immobilier, organisés par le GREDIAUC, Faculté de droit de l'Université Paul Cézanne, 2 juin 2012.

- « Le droit de l'urbanisme et la sécurité juridique », Intervention lors du colloque « Quel droit pour un urbanisme durable ? », organisé par les facultés de droit et de géographie de l'Université de Caen, 15 novembre 2012.

- « Les principes législatifs gouvernant les politiques d'urbanisme », Intervention lors du colloque « Les principes en droit de l'urbanisme », organisé par la faculté de droit de l'Université d'Orléans, 13 décembre 2013.

- « Les apports de la loi « ALUR » concernant les droits de préemption publics », Intervention lors de la journée d'études consacrée aux nouveautés législatives en matière de vente, droits réels et sociétés de construction, organisée par l'AFDC et le CERCOL, Paris, le 28 mars 2014.

- « Actualité du contentieux de l'urbanisme (les restrictions de l'accès au juge issues de l'ordonnance du 18 juillet 2013) », Colloque général de l'Association Française des Avocats-Conseils auprès des collectivités territoriales, organisé à la faculté de droit de Lyon III, avec le concours de la Cour administrative d'appel de Lyon et l'Université Jean Moulin Lyon III, le 28 novembre 2014.

- « Les évolutions récentes du recours pour excès de pouvoir en matière d'urbanisme », Propos introductif des 2e Rencontres Corses de Droit et de Contentieux administratifs, sur le thème « Sécurité juridique et Droit de l'urbanisme », organisées par l'Université de Corte, le 5 décembre 2014.
- « Un an de mise en oeuvre de la loi ALUR en droit de l'urbanisme », Intervention lors du colloque « La loi ALUR : un an de pratique notariale », organisé par la faculté de droit de Montpellier, 26 mars 2015.
- « L'actualité des droits de préemption publics », Rapport présenté lors de la journée d'études organisée par le GRIDAUH et l'Ordre des avocats de Paris, à l'Auditorium de la Maison du Barreau le 4 novembre 2015, dont le thème était « L'actualité 2015 du droit de l'urbanisme : Simplification, sécurisation et prise en compte du changement climatique ».
- « L'actualité du droit de préemption urbain », Intervention lors des Entretiens de droit immobilier organisés par le GREDIAUC le 20 mai 2016, à l'Université d'Aix-Marseille, sur le thème de « L'actualité de la vente d'immeuble ».
- « Le PLU « alurisé » », Intervention lors de la journée d'actualisation du Master 2, Droit et pratique Notariale, 23 juin 2016, Université d'Aix-Marseille.
- « L'accès au juge administratif en matière d'urbanisme », Intervention en binôme avec M. Revert, lors d'un colloque consacré à L'accès au juge administratif, organisé par la Cour administrative d'appel de Marseille, le Grediauc et le Club juridique du Sud-Est, 12 octobre 2016, Cour administrative d'appel de Marseille.
- « Les apports du décret du 28 décembre 2015 au contenu du plan local d'urbanisme », Intervention lors des Journées du BJDU, 5 et 6 décembre 2016, Paris - Cercle National des Armées.
- « Rapport introductif : Présentation des réformes du contentieux des autorisations d'urbanisme », Colloque sur « Les recours contre les autorisations d'urbanisme : requêtes abusives ou droit légitime des administrés », Organisé par l'Association des Anciens Etudiants du Master Droit Immobilier de Toulouse, 24 mars 2017, Université Toulouse I Capitole.
- « L'OAP de la loi SRU au décret ALUR : historique d'une notion mouvante », Intervention lors d'une journée d'étude organisé par l'IUAR et le LIEU le 24 novembre 2017, à l'Université d'Aix-Marseille, sur le thème de « Les OAP : interface entre urbanisme de planification et urbanisme de projet ».
- « Préemption, expropriation et DUP : quelles évolutions jurisprudentielles ? », Intervention lors des Journées du BJDU 2017 (Panorama de toute l'actualité en droit de l'urbanisme et de l'aménagement) organisées à Paris les 4 et 5 décembre 2017.

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- Organisation d'une journée de rencontre entre le Conseil d'Etat et l'Institut Louis Favoreu de l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III), Aix-en-Provence, 5 février 2011.
- Organisation d'un colloque sur « La question prioritaire de constitutionnalité et l'aménagement du territoire », Le Mans, 1^{er} avril 2011.
- Co-organisation du colloque de rentrée solennelle de la Cour administrative d'appel de Marseille, sur « L'accès au juge administratif », Marseille, 12 octobre 2016.
- Organisation d'une conférence sur « Le code des relations entre le public et l'administration, vu de l'intérieur », donnée par Cécile Barrois de Sarigny, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, à la Cour administrative d'appel de Marseille le 10 novembre 2016.
- Co-organisation du colloque de rentrée solennelle 2017 de la Cour administrative d'appel de Marseille, sur « La jurisprudence administrative et les femmes », Marseille, 14 novembre 2017.
- Co-organisation des Entretiens de droit immobilier sur « Les délais en matière immobilière », Aix-en-Provence, 18 mai 2018.

ADMINISTRATION

- Co-directrice du Groupe de Recherches et d'Etude du Droit de l'Immobilier, de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de la Construction (GREDIAUC - EA 3786), avec le Professeur Laëtitia Tranchant, à compter du 1^{er} janvier 2018.
- Co-Directrice (avec M. Jean-Philippe Tricoire) de la Mention Droit patrimonial, Immobilier, Notarial, Université d'Aix-Marseille (2016-...)
- Directrice du Master 2 « Juriste de droit public », Université du Maine (2012-2013).
- Membre du Conseil d'UFR, faculté de droit, des sciences économiques et de gestion, Université du Maine (2012-2013).
- Membre de la commission consultative d'établissement, Université du Maine (2012-2013).
- Membre du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire de l'Université du Maine (2011-2013).
- Membre suppléant de la Commission des spécialistes de droit public de l'Université du Sud Toulon-Var (2007-2008).
- Membre extérieur d'un comité de sélection des professeurs candidats à une mutation vers l'Université Toulouse 1 (2011).
- Membre extérieur de divers comités de sélection des candidats à la maîtrise de conférences : Université Jean Moulin - Lyon 3 (2009-2010) ; Université Toulouse 1 (2009-2010) ; Université Paris-Est Créteil (2013) ; Université d'Aix-Marseille (2015).

DIVERS

- Direction de quatre thèses en cours de préparation (1 droit constitutionnel comparé et 3 en droit de l'urbanisme) et participation régulière à des jurys de soutenance de thèse.
- Participation à divers travaux du Groupe de Recherches sur les Institutions et le Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'Habitat (GRIDAUH) : Préparation du décret d'application de la loi ALUR relatif au règlement du PLU (2014-2015) ; Evaluation de la réforme du contentieux des autorisations d'urbanisme (2017).
- Membre du Comité de rédaction du BJDU depuis janvier 2017.
- Membre du jury du Prix de thèse du Sénat depuis 2014.
- Membre du jury du prix de thèse du GRIDAUH depuis 2015.
- Présidente du Club Juridique du Sud-Est (CJSE).